



Sections de Haute-Garonne

Toulouse, le 10 septembre 2013

Monsieur le Directeur,

Nous sommes rassemblés ici à quelques instants du début de la manifestation interprofessionnelle pour refuser un nouveau recul social sur le dossier des retraites.

Avec les salarié-e-s du Privé et du Public, nous revendiquerons haut et fort notre volonté de garantir des retraites solidaires. Nous refusons le nouveau recul présenté dans le projet de loi qui fait rendre illusoire la possibilité d'avoir une réelle retraite digne. Nous porterons notre volonté commune de voir l'enjeu d'une juste répartition des richesses au cœur des débats alors que le Gouvernement fait porter aux seul-e-s salarié-e-s la facture, après avoir validé les précédentes contre-réformes.

L'enjeu de l'emploi et des salaires est également au cœur du financement de nos retraites socialisées. Sur ces questions, les suppressions d'emplois massives dans la Fonction Publique sont bien aussi un des éléments que nous souhaitons porter par notre mobilisation.

Aussi nous avons choisi, en préalable de la manifestation interprofessionnelle, d'interpeller une nouvelle fois unitairement et avec les personnels sur l'état dégradé de notre administration des Finances Publiques.

La DGFIP exerce des missions au cœur du pacte républicain et en faveur de l'intérêt général : justice fiscale, lutte contre la fraude, gestion et contrôle des collectivités locales. Or nous sommes l'administration qui a subi le plus de suppressions d'emplois en proportion de ses effectifs. Le projet de loi de finances 2014 propose d'ailleurs plus de 2000 nouvelles suppressions d'emplois pour l'année prochaine.

Ces décisions entraînent une situation « tendue dans l'exercice des missions » d'après vos propres mots avec une dégradation du service public aux usagers (particuliers, professionnels, collectivités locales) mais aussi une dégradation constante des conditions de travail des agents et une tension qui s'accroît dans les services. De plus, les droits et garanties des personnels sont de plus en plus remis en cause : temps partiels, droits à mutation en CAP,...

Au-delà même de ces suppressions d'emplois, nous sommes encore et toujours scandalisés de constater que même les emplois budgétés et annoncés pour notre département ne sont pas pourvus. D'après vos chiffres communiqués aux dernières CAPL, ce sont déjà 50 emplois B et C qui sont manquants pour notre département. En réalité, ce déficit est bien supérieur au regard de la situation au 1^{er} septembre dans les services. Cela détériore toujours un peu plus les conditions de travail.

Nous vous demandons donc, une nouvelle fois, de défendre les agents qui sont sous votre responsabilité et d'exiger que la Direction Générale affecte l'intégralité des effectifs pour notre département.

Dans cette situation explosive sur l'emploi, nous considérons que la démarche stratégique engagée par le Directeur Général, et relayée par vos équipes à grand coup de communication, ne peut qu'affaiblir toujours et encore le réseau. La volonté de l'administration est de réorganiser le réseau pour s'adapter aux suppressions massives d'emplois et à l'état dégradé d'exercice de nos missions.

Nous affirmons encore une fois que les missions pleines et entières que nous exerçons sont utiles à la société et doivent être soutenues et renforcées.

Nous espérons qu'enfin les gouvernants, politiques et administratifs, vont entendre et répondre aux revendications que, régulièrement, les agents expriment.

Nous vous demandons de transmettre au Directeur Général le contenu et le sens de notre interpellation aujourd'hui.